

(N° 290)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 MAI 1923.

Proposition de loi modifiant l'article 24 de la loi organique
de l'enseignement primaire.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La proposition que nous avons l'honneur de soumettre au Parlement a pour objet d'apporter un remède à la pénurie d'instituteurs.

Que cette pénurie existe, qu'elle soit un fléau redoutable pour notre enseignement primaire, il n'est plus personne aujourd'hui pour y contredire.

Dans le rapport que nous avons eu l'honneur de présenter à la Chambre, au nom de la Commission des Sciences et des Arts, nous faisons appel aux statistiques officielles et nous concluons à une insuffisance de plus de 1,300 instituteurs pour le pays.

Dans certaines écoles de garçons, on doit confier les classes inférieures à des institutrices, et même la direction, quand l'école ne comporte qu'une classe. Des adolescents de 12, 13 et 14 ans obligatoirement élevés par des institutrices primaires, voire par des institutrices gardiennes, c'est là un fait profondément regrettable.

Et voici qu'une récente circulaire ministérielle vient de régler les conditions dans lesquelles les instituteurs retraités seront admis à reprendre leurs fonctions. Le pays confie ce qu'il a de plus cher à des hommes fatigués par un long travail, mis déjà à la retraite, considérés à un moment donné comme incapables à remplir les dures fonctions d'éducateur.

Au 31 décembre 1921, il y avait déjà 419 institutrices dans les écoles communales de garçons.

Il ne nous a pas été possible de nous procurer des renseignements précis au sujet des instituteurs retraités ayant repris du service dans les écoles communales.

Interrogé sur ce point par un de nos collègues, M. le Ministre a donné la réponse suivante :

« Je ne saurais répondre, parce que la recherche de ce nombre empêcherait la bonne marche de mes bureaux. »

Et si telle est la situation d'aujourd'hui, qu'advient-il lorsque les quatrièmes degrés seront organisés?

Et comment les organiser, comme la loi l'exige, si l'enseignement primaire n'est pas même assuré aux trois premiers degrés?

Où trouvera-t-on les instituteurs pour les 1,000 classes nouvelles que le Gouvernement compte créer?

Aussi bien, conscient de cette situation critique, M. Devèze, l'honorable Ministre de la Défense nationale, n'a pas hésité à conserver à l'enseignement les instituteurs appartenant aux classes de milice antérieures à celle de 1923.

Cette mesure, excellente en elle-même, a obtenu l'approbation de toute la Chambre. Mais elle n'apporte qu'un remède passager. Ou plutôt elle n'apporte point de remède. Elle a permis seulement que le mal ne fût pas aggravé cette année. C'est tout. Elle n'a pas donné un instituteur de plus au pays. Le mal est là qui nous presse et qui inquiète tous les hommes soucieux de l'éducation populaire. Il importe donc que nous y trouvions un remède efficace.

D'aucuns ont suggéré un relèvement des traitements. Offrez aux instituteurs, ont-ils dit, une situation meilleure en prestige et en argent, et vous trouverez des instituteurs. Il est vrai. Malheureusement, dans ce domaine comme dans les autres, les nécessités économiques et la situation du Trésor ne nous permettent pas d'envisager, pour un avenir immédiat, des réformes qui sont cependant dans nos vœux.

Il nous faut donc, pour l'instant présent, trouver d'autres moyens de conjurer la crise urgente.

Notre projet y remédie dans une large mesure.

Que le Trésor y trouve son profit, il est aisé de le démontrer.

L'État a fait, pendant les années 1919 à 1922, des dépenses considérables en faveur de ses écoles normales, soit pour la construction ou l'achat de bâtiments, ou la location d'immeubles; soit pour l'achat ou la location de terrains à bâtir, ou nécessaires de quelque façon à ces établissements; soit pour l'entretien ou l'amélioration des bâtiments, locaux et jardins; soit pour l'ameublement des locaux utilisés par les directeurs, professeurs, élèves, agents subalternes de ces écoles; soit enfin pour l'outillage didactique: bibliothèques, cabinets de physique, excursions scolaires, moyens divers d'enseignement.

Il est hors de doute que le vote de notre proposition dispensera l'État de la création de nouvelles écoles normales, création qui deviendrait, sans cela indispensable et imposerait à nos finances obérées, non seulement pour les frais de premier établissement, mais encore pour les frais annuels d'entretien, des sacrifices considérables.

Nous ne parlons pas des nouvelles nominations, très nombreuses, auxquelles l'État ne pourrait se soustraire, pour doter d'un personnel complet, ces nouvelles écoles normales.

Notre proposition, au contraire, réduit au minimum l'intervention financière du Gouvernement. Celui-ci pourra se contenter d'augmenter de quelques unités le corps professoral préposé à la seule formation technique, à l'éducation pédagogique des nouveaux candidats.

En outre, du fait que cette préparation professionnelle immédiate sera ramenée à un an d'étude, une nouvelle économie très appréciable sera assurée. Et, dans la même proportion, il sera possible de diminuer le nombre des bourses d'étude.

On le voit. De puissants motifs d'ordre économique et financier militent en faveur de notre projet.

Que dire des motifs d'ordre intellectuel?

Jusqu'ici les étudiants admis aux Écoles normales viennent en droite ligne de l'école primaire. C'est l'école primaire qui les prépare et les conduit jusqu'au seuil de l'école normale. Ils viendront désormais aussi des athénées et des collèges. Ils arriveront à l'école normale avec tout le bagage de l'éducation classique et de la formation humaniste.

Quelles heureuses conséquences ne sommes-nous pas en droit d'espérer d'une si heureuse innovation, pour le rehaussement du niveau des études, pour l'accroissement et l'amélioration de notre enseignement normal!

Une atmosphère nouvelle sera créée dans nos écoles normales par cet apport d'un élément différent, formé selon des disciplines anciennes dont on a reconnu l'excellence. Des fenêtres s'ouvriront sur un horizon parfois un peu borné par les nécessités du programme et des méthodes. Cet horizon s'élargira. Les esprits sentiront grandir leurs ailes. Ce sera du profit pour tous.

D'autant plus qu'on peut espérer du contact des deux sortes de normalistes, une émulation profitable aux deux. Les élèves sortant de l'enseignement primaire, dans le commerce journalier avec cette élite de jeunes humanistes qui viendront s'asseoir à leur côté, puiseront sans aucun doute une volonté opiniâtre de monter à leur niveau, de les dépasser peut-être par le souci d'une culture plus large et plus raffinée.

Ajoutez à cela que nous manquons pour notre quatrième degré d'un nombre suffisant de maîtres spéciaux, qualifiés pour parfaire l'enseignement primaire et le couronner d'une culture générale désintéressée. Cette élite, venant des collèges et des athénées, ne nous fournira-t-elle pas tout naturellement, après sa formation pédagogique, les maîtres dont nous avons tant besoin?

Enfin ces nouveaux normalistes, la plupart du moins, connaîtront le latin. C'est le latin introduit à l'école normale, le latin dont les esprits les plus élevés ont reconnu et proclamé la valeur incalculable pour la formation, l'assouplissement, l'affinement des intelligences.

Voyez ce qui se passe autour de nous. Partout on reconnaît la vertu de la culture humaniste.

Convaincues de la vertu de la culture humaniste, deux nations voisines viennent d'apporter de profondes modifications au régime de leur enseignement normal et de leur enseignement primaire.

En Italie, un décret Gentile-Mussolini a introduit le latin obligatoire, non seulement dans tout l'enseignement moyen, mais encore dans le programme des écoles normales.

En France, le récent décret de M. Bérard impose l'étude du latin à tous les élèves des quatre premières années de l'enseignement secondaire.

En Belgique, les hommes d'enseignement appellent de tous leurs vœux une réforme semblable.

Connaissant tous les avantages d'une telle étude pour la formation d'une élite nécessaire à toute démocratie, ils espèrent que non seulement on renforcera l'étude du latin dans l'enseignement moyen, mais qu'il viendra un temps où nos élèves de l'enseignement primaire, et notamment les enfants du 4^e degré voudront participer aussi à un enseignement qui élèvera leur esprit et leur cœur et qui jusqu'ici avait été le privilège de quelques-uns.

Ce jour-là, les nouveaux instituteurs venus des athénées et des collèges, en passant par une année d'école normale, seraient les maîtres tout désignés pour cette nouvelle discipline intellectuelle, où les enfants, tous les enfants du peuple, connaîtraient avec joie une plus haute culture.

TH. GOLLIER.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 MEI 1923.

Wetsvoorstel houdende wijziging van artikel 24 der wet tot regeling van het lager onderwijs.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het voorstel, dat wij de eer hebben aan het Parlement te onderwerpen, strekt er toe in het gebrek aan onderwijzers te verhelpen.

Niemand waagt het thans te ontkennen dat dit gebrek werkelijk bestaat en dat het voor ons lager onderwijs een geduchte plaag uitmaakt.

In het verslag dat wij de eer hadden bij de Kamer in te dienen, namens de Commissie voor Wetenschappen en Kunsten, verwezen wij naar de officieele cijfers en stelden vast dat er in het land een tekort was van meer dan 1,300 onderwijzers.

« In sommige jongensscholen moet men de lagere klassen toevertrouwen aan onderwijzeressen, en zelfs het bestuur van de school, wanneer deze slechts uit eene klas bestaat. Jongens van 12, 13 en 14 jaar, die verplichtenderwijze door lagere onderwijzeressen, zelfs door bewaarschoolonderwijzeressen worden opgevoed, — dat is een hoogst betreuenswaardig feit.

En nu heeft zoo pas een ministerieele omzendbrief de voorwaarden geregeld, mits welke gepensioneerde onderwijzers toegelaten worden hun ambt te hervatten. Aan menschen vermoeid door een langen arbeid, die reeds op pensioen zijn gesteld en op een zeker oogenblik ongeschikt werden geacht om de zoo zware taak van opvoeder te vervullen, vertrouwt het land wat het kostbaarst bezit.

Op 31 December 1921 waren er reeds 419 onderwijzeressen in de gemeentescholen voor jongens.

Het is ons niet mogelijk, ons nadere inlichtingen te verschaffen omtrent de gepensioneerde onderwijzers die opnicuw dienst hebben genomen in de gemeentescholen.

De Minister, hieromtrent ondervraagd door een onzer medeleden, antwoordde als volgt :

« Ik zou niet kunnen antwoorden, omdat het opzoeken van dit getal den geregelden gang van mijne bureelen in den weg zou staan ».

En indien de toestand nu zóó is, wat zal het dan zijn wanneer de vierde graad zal ingevoerd zijn?

En hoe dezelve naar de eischen der wet ingericht, indien het lager onderwijs zelfs niet in de eerste drie graden verzekerd is?

Waar zal men de onderwijzers vinden voor de 1,000 nieuwe klassen die de Regeering wil oprichten? »

Van dezen benarden toestand overtuigd, heeft dan ook de heer Devèze, de achtbare Minister van Landsverdediging, niet gearzeld in het onderwijs die leerkrachten te laten behouden, welke behooren tot de militieklassen van vóór 1923.

Deze maatregel, uitmuntend op zijn eigen, verwierf de goedkeuring van geheel de Kamer. Echter is hij slechts een redmiddel van voorbijgaanden aard, of liever is hij in 't geheel geen redmiddel. Hij heeft enkel toegelaten dat het kwaad, dit jaar, niet erger werd; meer niet. Hij heeft aan het land geen enkel onderwijzer meer geschonken. Het kwaad drukt op ons en verontrust alwie iets gevoelt voor het volksonderwijs. Het is dus noodig, dat wij een afdoende redmiddel daartegen vinden.

Door sommigen werd voorgesteld de jaarwedden te verhoogen. Zij zegden : biedt aan de onderwijzers een toestand aan die hun meer aanzien en meer geld verschaft, en gij zult wel onderwijzers vinden. Dit is wel zóó, ongelukkiglijk, in dit domein, zooals in de andere, laten de economische noodwendigheden en de toestand der Staatskas ons niet toe, in een nabij verschiet, hervormingen te betrachten die nochtans door ons allen gewenscht worden.

Voor het huidig oogenblik, dienen wij dus andere middelen te vinden om de nijpende crisis op te lossen.

Ons voorstel komt daarin ruimschoots te gemoet.

De Staatskas zal er bij winnen en dit is gemakkelijk te bewijzen.

Gedurende de driejaarlijksche periode 1919-1922, heeft de Staat aanzienlijke uitgaven gedaan voor zijne normaalscholen, hetzij voor het bouwen of het aankopen van onroerende goederen, hetzij voor het aankopen of het huren van bouwterreinen, hetzij voor het onderhouden of het verbeteren van gebouwen, lokalen en tuinen, hetzij voor de meubileering van de lokalen benuttigd door de bestuurders, leeraars, leerlingen en ondergeschikt personeel dezer scholen, hetzij, eindelijk, voor de didactische uitrusting, de bibliotheken, de kabinetten van natuurkunde, de schooluitstappen en allerhande leermiddelen.

Het is buiten kijf, dat het aannemen van ons wetsvoorstel den Staat zal vrijstellen van nieuwe normaalscholen te moeten bouwen, waaraan hij zich, anders, niet zou kunnen onttrekken. Die nieuwe normaalscholen zouden van onze zwaar belaste financiën ondraagbare offers vergen, niet alleen voor de kosten van eerste inrichting, maar nog voor de jaarlijksche onderhoudskosten.

Wij spreken dan nog niet van de zeer talrijke nieuwe benoemingen waaraan de Staat zich niet zou kunnen onttrekken ten einde aan deze nieuwe normaalscholen een volledig personeel te verschaffen.

Ons voorstel, daarentegen, vermindert de financieele tusschenkomst van de Regeering tot op het minimum. Deze zou er zich kunnen toe beperken slechts met enkele eenheden het leeraarkorps te versterken, dat speciaal belast is met de technische vorming en de pedagogische opleiding der nieuwe kandidaten.

Daarenboven, uit hoofde dat deze dadelijke beroepsopleiding tot een enkel studiejaar wordt teruggebracht, zal een nieuwe zeer aanmerkelijke bezuiniging kunnen verwezenlijkt worden. En, in dezelfde verhouding, zal het mogelijk zijn het getal en de belangrijkheid van de studiebeurzen te verminderen.

Zooals men ziet, wordt ons voorstel door machtige redenen van economischen en van financieelen aard gesteund.

En wat dient er gezeid voor de redenen van intellectueelen aard?

Tot nog toe, komen de leerlingen, die tot het normaalonderwijs toegelaten zijn, regelrecht uit de lagere school. Het is door den lagere onderwijzer dat zij voorbereid worden en tot op den drempel der normaalschool worden geleid. Voortaan zullen zij ook komen uit de athenaea en de colleges. Zij zullen in de normaalschool aankomen met heel hun klassieke en humanistische vorming.

Wat al heilzame gevolgen mogen wij, terecht, niet verwachten van zulke doelmatige nieuwigheid, en voor de verheffing van het peil der studiën, en voor de toeneming en de verbetering van ons normaal onderwijs.

Een nieuwe atmosfeer zal onze normaalscholen binnendringen door het aanvoeren van een verschillend element, dat gevormd werd naar oude tuchtregelen die hun proef hebben onderstaan. De ramen zullen uitzien op een verschiet, vaak een weinig beperkt door de noodwendigheden van het programma en van de methoden. Dit verschiet zal zich verruimen. De geesten zullen hun vlucht voelen verbreden. Iedereen zal er baat bij vinden, des te meer, daar men van dit samenbrengen van twee soorten normalisten een naijver zal mogen verwachten die aan beiden zal ten goede komen.

Dank zij het dagelijksch verkeer met deze keure van jonge humanisten, die naast hen op de banken zullen komen plaatsnemen, zullen de leerlingen, uit de lagere school gekomen zijnde, ongetwijfeld een sterken wil opdoen om zich naar hunne hoogte op te werken, hen misschien voorbij te streven door hun zucht naar een ruimere en fijnere cultuur.

Voegt daarbij, dat wij voor onzen 4ⁿ graad een aanzienlijk tekort hebben aan bijzondere meesters, bevoegd om het lager onderwijs te bekronen en te voltooien door eene algemeene onbaatzuchtige cultuur. Zal die elite, komende uit de colleges en de athenæa, — nadat zij hare pedagogische vorming zal hebben ontvangen —, ons niet, gansch natuurlijk, de meesters geven welke wij zoozeer behoeven?

Ten slotte, deze nieuwe normalisten, alleszins de groote helft, zullen Latijn kennen. Zoo wordt het Latijn de normaalschool binnengebracht, het Latijn, waarvan de meest verhevene geesten de onschatbare waarde hebben erkend en verkondigd voor de vorming, de lenigmaking, de verfijning der verstanden.

Ziet wat er rondom ons gebeurt. Overal erkent men de deugdelijkheid van de humanistische cultuur.

Van die deugdelijkheid ook overtuigd, hebben twee naburige landen onlangs grondige wijzigingen gebracht in de regelingswet van hun normaal en van hun lager onderwijs.

In Italië wordt, bij een decreet Gentile-Mussolini, het Latijn niet alleen verplichtend gemaakt voor geheel het middelbaar onderwijs, maar nog in het programma der normaalscholen.

In Frankrijk, maakt het onlangs uitgevaardigd decreet van den heer Bérard het Latijn verplichtend voor al de leerlingen der eerste vier studiejaren van het middelbaar onderwijs.

In België, gaan de wenschen van de schoolmannen naar eene dergelijke hervorming.

Daar zij al de voordeelen kennen van dergelijke studie voor de vorming eener elite, welke iedere democratie behoeft, zoo hopen zij dat men niet alleen de studie van het Latijn zal versterken in het middelbaar onderwijs, maar dat er een tijd kome waarop onze leerlingen van de lagere scholen, inzonderheid die van den 4^e graad, ook een onderwijs mogen genieten dat hun hart en hun geest zal verheffen en dat, tot nog toe, aan eenige bevoordeelden was voorbehouden.

Dien dag, zouden de nieuwe uit de athenaea en colleges herkomstige onderwijzers, na een jaar normaalschool, de ware meesters zijn voor deze nieuwe geestestucht, door dewelke de kinderen, al de volkskinderen, met vreugde eene hoogere cultuur zouden kennen.

TH. GOLLIER.

ANNEXE AU N° 290.

Proposition de loi modifiant l'article 24 de la loi organique de l'enseignement primaire.

ARTICLE UNIQUE.

L'article 24 de la loi organique de l'enseignement primaire est remplacé par le texte ci-après :

« Les instituteurs communaux sont choisis parmi les Belges, porteurs du diplôme d'instituteur, obtenu après avoir suivi, soit pendant trois ans, les cours d'une école normale publique ou inspectée, soit, s'ils sont détenteurs d'un certificat d'humanités complètes dûment homologué, après avoir fait dans un établissement normal, public ou inspecté, une année d'études pédagogiques; ils peuvent aussi être choisis parmi ceux qui sont munis d'un diplôme de l'enseignement moyen du deuxième degré, ou porteurs d'un diplôme d'instituteur délivré par un jury à organiser par le Gouvernement, à la suite d'un examen comportant deux épreuves à subir à un an d'intervalle et portant sur le programme complet des écoles normales de l'État. »

BIJLAGE VAN N° 290.

Wetsvoorstel houdende wijziging van artikel 24 der wet tot regeling van het lager onderwijs.

EENIG ARTIKEL.

Artikel 24 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt vervangen door den volgende tekst :

« De gemeenteonderwijzers worden benoemd onder de Belgen, houders van het diploma van onderwijzer verkregen ofwel nadat zij de leergangen eener officieele of onder inspectie staande normaalschool hebben gevolgd gedurende drie jaar ofwel nadat zij, ingeval zij hinders zijn van een behoorlijk gehomologeerd bewijs van volledige humaniorastudiën, pedagogische studiën hebben gedaan gedurende één jaar in eene officieele of onder inspectie staande normaalschool; zij kunnen ook benoemd worden onder hen, die in het bezit zijn van een diploma van het middelbaar onderwijs van den tweeden graad ofwel van een diploma van onderwijzer, uitgaande van eene door de Regeering in te stellen jury, na een examen in twee proeven, die beurtelings na een jaar moeten afgelegd worden en het volledig programma van 's Rijks normaalscholen omvatten. »

TH. GOLLIER.

P. POULLET.

ÉMILE VANDERVEELDE.

A. BUYL.

J. WAUTERS

E. FLAGEY.